

Vu le décret n° 2003-102 du 24 avril 2003 portant attributions des membres du Gouvernement de Réconciliation nationale, tel que modifié par le décret n° 2003-398 du 24 octobre 2003 ;

Vu le décret n° 2003-193 du 3 juillet 2003 portant organisation du ministère d'Etat, ministère de la Justice ;

Vu le décret n° 2002-330 du 13 juin 2002 portant organisation du ministère d'Etat, ministère de la Sécurité et abrogeant le décret n° 2000-81 du 15 novembre 2002 ;

Vu le décret n° 2000-821 du 22 novembre 2000 portant organisation du ministère de la Défense ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. – Les bâtiments abritant les Palais de justice et les bureaux des magistrats sont inviolables.

Ils sont protégés par les Forces Républicaines de Sécurité dans les conditions fixées par le présent décret.

Art. 2. – La sécurité des bâtiments et des bureaux de la Cour de Cassation, du Conseil d'Etat et de la Cour des Comptes ainsi que celle des Présidents de ces Juridictions suprêmes des Procureurs généraux, près ces juridictions est assurée par la Garde Républicaine.

Art. 3. – La sécurité des bâtiments et des bureaux des Cours d'Appel, des tribunaux de Première Instance et de leurs sections détachées, ainsi que celle des Premiers Présidents, des Procureurs généraux, des Présidents des Tribunaux, des Procureurs de la République et des Juges de section est assurée par la Police nationale.

Un arrêté conjoint du Garde des Sceaux, ministre de la justice, et du ministre de la Sécurité intérieure, précisera les modalités d'application de cet article.

Art. 4. – Le ministre d'Etat, Garde des Sceaux, ministre de la Justice, le ministre de la Défense et le ministre de la Sécurité intérieure sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 12 août 2004.

Laurent GBAGBO.

DECRET n° 2005-40 du 3 février 2005 portant création, organisation et fonctionnement de l'Institut national de Formation Judiciaire (INFJ).

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre d'Etat, Garde des Sceaux, ministre de la Justice ;

Vu la loi n° 92-570 du 11 septembre 1992 portant statut général de la Fonction publique ;

Vu la loi n° 78-662 du 4 août 1978 portant statut de la Magistrature telle que modifiée et complétée par les lois n° 94-437 du 16 août 1994 et 94-498 du 6 septembre 1994 ;

Vu la loi n° 98-388 du 2 juillet 1998 fixant les règles générales relatives aux Etablissements publics nationaux et portant création de catégories d'Etablissements publics et abrogeant la loi n° 80-1070 du 13 septembre 1980 ;

Vu le décret n° 81-137 du 18 février 1981 portant régime financier et comptable des Etablissements publics nationaux, modifié par le décret n° 96-728 du 19 septembre 1996 ;

Vu le décret n° 82-402 du 21 février 1982 portant organisation administrative des Etablissements publics nationaux ;

Vu le décret n° 63-163 du 13 avril 1963 portant institution d'une indemnité représentative de frais en faveur des fonctionnaires et agents occupant certains emplois, tel que modifié par le décret n° 81-642 du 5 août 1981 ;

Vu le décret n° 78-697 du 24 août 1978 portant modalités d'application de la loi portant statut de la magistrature, modifié par les décrets n° 80-1196 du 28 octobre 1980, n° 85-1092 du 16 octobre 1985, n° 94-525 du 21 septembre 1994 et n° 97-580 du 8 octobre 1997 ;

Vu le décret n° 97-25 du 15 janvier 1997 portant organisation et fonctionnement de l'Ecole nationale d'Administration ;

Vu le décret n° 2003-65 du 13 mars 2003 portant nomination des membres du Gouvernement tel que modifié et complété par les décrets n° 2003-346 du 12 septembre 2003 et n° 2003-349 du 15 septembre 2003 ;

Vu le décret n° 2003-102 du 24 avril 2003 portant attributions des membres du Gouvernement de Réconciliation nationale, tel que modifié par le décret n° 2003-398 du 24 octobre 2003 ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

TITRE I

Dispositions générales

Article premier. – Il est créé un établissement de formation professionnelle dénommé Institut national de Formation Judiciaire en abrégé (INFJ).

Le siège de l'établissement est fixé à Yamoussoukro.

Art. 2. – L'Institut national de Formation judiciaire est un établissement public administratif.

Il est placé sous la tutelle administrative et technique du Ministre chargé de la justice et sous la tutelle économique et financière du Ministre chargé de l'Economie et des Finances.

TITRE II

Attributions

Art. 3. – L'Institut a pour mission.

– la formation initiale et continue des magistrats ;

– la formation initiale et continue des greffiers, du personnel de l'administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée.

Art. 4. – L'Institut peut, dans le cadre d'un accord conclu avec les ordres et les chambres professionnelles assurer la formation des avocats, des notaires, des huissiers de justice et des commissaires-priseurs.

Art. 5. – L'Institut, dans le cadre d'un accord de coopération, peut également assurer la formation des magistrats, des greffiers et du personnel de l'administration pénitentiaire étrangers.

TITRE III

Organisation et Fonctionnement

Art. 6 – L'Institut national de Formation judiciaire comprend des Organes et des Ecoles.

CHAPITRE I

Les Organes de L'Institut

Art. 7. – Les organes de l'Institut sont :

– le Conseil de Gestion ;

– la Direction ;

- le Conseil pédagogique ;
- le Conseil de Discipline.

SECTION I

Le Conseil de Gestion

Art. 8. – Le Conseil de Gestion comprend :

- le Président de la Cour de Cassation ou son représentant, Président ;
- le Président du Conseil d'Etat ou son représentant ;
- le Président de la Cour des Comptes ou son représentant ;
- le Ministre chargé de la Justice ou son représentant ;
- le Ministre de l'Economie et des Finances ou son représentant ;
- le Ministre de la Fonction Publique ou son représentant ;
- le Procureur général près la Cour de Cassation ou son représentant ;
- le Procureur général près le Conseil d'Etat ou son représentant ;
- le Procureur général près la Cour des Comptes ou son représentant ;
- le Directeur de U.F.R. des Sciences juridiques, administratives et politiques d'Abidjan ou son représentant ;
- un Administrateur des greffes et parquets désigné par le ministre chargé de la Justice ;
- un Régisseur de maison d'Arrêt et de correction désigné par le ministre chargé de la Justice ;
- un Maître-Conseiller d'éducation surveillée désigné par le Ministre chargé de la Justice.

Les membres du Conseil perçoivent les indemnités prévues par la réglementation en vigueur.

Le Directeur de l'Institut assiste avec voix consultative aux réunions du Conseil de Gestion.

Le secrétariat du Conseil de Gestion est assuré par le Directeur de l'I.N.F.J.

Art. 9. – Le Conseil suit de façon permanente la bonne exécution des missions confiées à l'I.N.F.J.

Il contrôle la préparation, l'exécution du budget et examine le compte financier produit par l'agent comptable en fin d'exercice.

Il délibère en outre sur toutes les questions concernant :

- la politique et les grandes orientations de l'Institut ;
- les conditions de fonctionnement de l'institut, notamment la situation matérielle et morale des élèves ainsi que les questions de discipline ;
- les programmes et méthodes de formation initiale et continue ;
- le régime des concours et examens.

Il délibère également sur les créations, suppressions ou modifications de filières et sur les modifications des textes organiques de l'Institut.

Art. 10. – Le Conseil de Gestion peut inviter à ses travaux, à titre consultatif, toute personne dont l'avis lui paraît utile.

Art. 11. – Le Conseil de Gestion se réunit aussi souvent que l'exige l'intérêt de l'établissement et au moins quatre fois par an.

La convocation du Conseil par le Président se fait quinze jours au moins avant la réunion.

Art. 12. – Le Conseil de Gestion ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Si le quorum n'est pas atteint, le Conseil est de nouveau convoqué dans les quinze jours suivants. Ce délai est réduit à huit jours en cas d'urgence.

SECTION II

La Direction

Art. 13 – La Direction de l'Institut comprend :

- le Directeur ;
- le Directeur adjoint ;
- le Secrétaire général ;
- le Directeur financier.

Art. 14. – L'Institut est administré par un directeur ayant rang de Directeur général d'Administration centrale.

Il est choisi parmi les magistrats hors hiérarchie et nommé par décret pris en Conseil des ministres sur proposition du Ministre chargé de la justice.

Ses fonctions sont incompatibles avec celles de responsable de toute autre structure de formation ou de tout autre établissement public ou privé.

Art. 15. – Le Directeur assure la direction de l'Institut au plan administratif, académique et financier.

- Il prépare et participe aux réunions du Conseil de Gestion ;
- Il assure l'exécution des délibérations du Conseil de Gestion ;
- Il représente l'institut en justice et dans tous les actes de la vie civile ;
- Il veille à l'exécution par les écoles des programmes de formation ;
- Il prépare le budget ;
- Il est l'ordonnateur principal du budget de l'Institut ;
- Il propose le recrutement des enseignants et des autres personnels conformément aux dispositions légales en vigueur ;
- Il propose au ministre chargé de la Justice la nomination des membres des différents jurys ;
- Il veille à la bonne administration des structures de l'Institut ;
- Il maintient la discipline à l'Institut ;
- Il est responsable de la sécurité et du maintien de l'ordre à l'Institut.

Art. 16. – Le directeur de l'Institut est assisté d'un directeur adjoint, d'un secrétaire général et d'un directeur financier, nommés par décret pris en Conseil des ministres sur proposition du ministre chargé de la Justice.

Art. 17. – Le directeur adjoint seconde le directeur de l'Institut dans ses tâches et coordonne les activités pédagogiques de l'I.N.F.J.

Il est choisi parmi les magistrats hors hiérarchie ou les magistrats du 1^{er} grade, 1^{er} groupe ayant au moins deux ans d'ancienneté dans le grade.

Il a rang de directeur général adjoint d'Administration centrale.

Art. 18. – Le secrétaire général coordonne les services administratifs et techniques de l'Institut.

Il assure la gestion du personnel et des élèves, ainsi que l'organisation matérielle des concours d'accès à l'Institut.

Le secrétaire général est choisi parmi les magistrats du 1^{er} grade, 1^{er} groupe ou parmi les administrateurs civils.

Il a rang de directeur d'Administration centrale.

Art. 19. – Le directeur financier est chargé de la Gestion financière de l'Institut et assure notamment :

- La préparation des opérations d'exécution du budget ;
- La tenue de la comptabilité administrative des ordonnateurs et de la comptabilité analytique ;
- La préparation des marchés, des contrats et le suivi de leur exécution.

Choisi parmi les administrateurs des services financiers, le directeur financier a rang de directeur d'Administration centrale.

Il est assisté d'un sous-directeur nommé par arrêté du ministre chargé de la Justice.

Art. 20. – Des services peuvent être créés au sein de l'établissement, après délibération du Conseil de Gestion.

Ces services sont dirigés par des chefs de service nommés par décision du directeur de l'Institut.

SECTION III

Le Conseil pédagogique

Art. 21. – Le Conseil pédagogique de l'Institut comprend :

- Le directeur de l'Institut, président ;
- Le directeur adjoint de l'Institut ;
- Le secrétaire général de l'Institut ;
- Les directeurs des Ecoles ;
- Trois enseignants issus respectivement de l'Ecole de la Magistrature, de l'Ecole des greffes et de l'Ecole des personnels pénitentiaires et de l'Education surveillée, nommés par arrêté du garde des Sceaux, ministre de la Justice sur proposition du directeur de l'Institut ;
- Trois magistrats des Cours et Tribunaux nommés par arrêté du garde des Sceaux, ministre de la Justice.
- Deux enseignants de l'UFR des Sciences juridiques, administratives et politiques nommés par arrêté du garde des Sceaux, ministre de la Justice sur proposition du directeur de l'UFR des Sciences juridiques, administratives et politiques d'Abidjan.

Les fonctions de membre du Conseil pédagogique sont gratuites. Ils peuvent toutefois percevoir des indemnités de vacation dont le montant est fixé dans le règlement intérieur de l'Institut.

Il est mis fin au mandat des enseignants en cas de cessation de leurs fonctions à l'Institut.

Art. 22. – Les dispositions du règlement intérieur relatives au régime de la scolarité et aux conditions des élèves sont établies après avis du Conseil pédagogique.

Art. 23. – Le Conseil pédagogique donne les directives sur les programmes et les méthodes de formation initiale et continue à mettre en œuvre dans les Ecoles.

Art. 24. – Le Conseil pédagogique se réunit en séance plénière sur convocation de son président au moins une fois par mois.

SECTION IV

Le Conseil de discipline

Art. 25. – Le Conseil de Discipline de l'Institut est composé :

- Du directeur de l'Institut, président ;
- Du directeur des Services judiciaires du ministère de la Justice ;
- Du secrétaire général de l'Institut ;
- Des directeurs des Ecoles ;
- D'un représentant de la commission pédagogique de chaque école choisi par ses pairs ;
- Du délégué de promotion de l'intéressé ;
- D'un représentant des élèves de l'Ecole dont est issu l'intéressé ;
- D'un représentant des Enseignants.

Art. 26. – Le Conseil de Discipline ne peut valablement délibérer que s'il réunit au moins neuf de ses membres. Il statue à la majorité des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 27. – Les sanctions disciplinaires applicables aux élèves sont :

- 1) L'avertissement ou le blâme avec inscription au dossier ;
- 2) L'exclusion temporaire pour une durée d'un mois au plus avec ou sans retenue de tout ou partie du traitement ;
- 3) L'exclusion définitive.

En cas de faute grave, susceptible d'entraîner des poursuites disciplinaires, le directeur de l'Institut peut immédiatement suspendre un élève et lui interdire l'accès à l'Institut jusqu'à la décision définitive.

Les sanctions disciplinaires retenues par le Conseil de Discipline sont prononcées par arrêté du ministre de la Justice ; cet arrêté est susceptible de recours devant le Conseil d'Etat ;

Toutefois, l'avertissement peut être prononcé par le directeur de l'Institut et sans l'avis du Conseil de Discipline.

Art. 28. – Aucune des sanctions disciplinaires prévues à l'article 27 ci-dessus ne peut être prononcée sans que l'élève poursuivi n'ait été mis en mesure de s'expliquer. Il peut se faire assister par toute personne de son choix. La décision est notifiée à l'intéressé en la forme administrative par le directeur de l'Institut.

Art. 29. – Les règles disciplinaires sont précisées dans le règlement intérieur de l'Institut.

CHAPITRE II

Les Ecoles

Art. 30. – Les écoles de l'Institut sont :

- L'Ecole de la Magistrature ;
- L'Ecole des Greffes ;
- L'Ecole des Personnels pénitentiaires et de l'Education surveillée ;
- L'Ecole de la Formation continue et des Stages.

Les directeurs d'école sont nommés par décret en Conseil des ministres sur proposition du ministre chargé de la Justice. Ils ont rang de directeur d'Administration centrale.

Les directeurs sont choisis :

– En ce qui concerne l'Ecole de la Magistrature, parmi les magistrats ayant atteint au moins le premier groupe du premier grade ;

– En ce qui concerne l'Ecole des Greffes, parmi les administrateurs greffiers ou parmi les magistrats ayant atteint au moins le premier groupe du premier grade ;

– En ce qui concerne l'Ecole des Personnels pénitentiaires et de l'Education surveillée, parmi les magistrats ayant atteint au moins le premier groupe du premier grade.

Art. 31. – Chaque école comprend :

– Un directeur d'école ;

– Deux sous-directeurs ;

– Une commission pédagogique.

Art. 32. – Le directeur d'école assure la coordination de l'ensemble des activités relevant de l'école.

Il est responsable des services administratifs et techniques de l'Ecole ;

Il est administrateur de crédit du budget de l'Ecole ;

Il a rang de directeur d'Administration centrale.

Art. 33. – Le directeur d'école est assisté de deux sous-directeurs nommés par arrêté du ministre chargé de la Justice et ayant rang de sous-directeur d'Administration centrale.

Art. 34. – Les services administratifs et techniques de chaque école sont définis par le règlement intérieur de l'Institut. Ils sont dirigés par des chefs de service.

SECTION I

*L'Ecole de la Magistrature, l'Ecole des greffes,
l'Ecole des personnels pénitentiaires
et de l'Education surveillée.*

Art. 35. – L'Ecole de la Magistrature, l'Ecole des greffes, l'Ecole des Personnels pénitentiaires et de l'Education surveillée sont respectivement chargée de la formation initiale des magistrats, des greffiers, des personnels pénitentiaires et de l'éducation surveillée ;

A ce titre, elles assurent la conception et l'exécution des programmes pédagogiques et le déroulement des examens.

Art. 36. – Chaque école dispose d'une commission pédagogique dont les missions, la composition, l'organisation et le fonctionnement sont définis par le règlement intérieur de l'Institut.

SECTION II

L'Ecole de la Formation continue et des stages

Art. 37. – L'Ecole de la Formation continue et des Stages est chargée de la formation continue et du perfectionnement des magistrats et des personnels judiciaires, pénitentiaires et de l'éducation surveillée.

A ce titre, elle établit le programme annuel de formation continue soumis, après avis du Conseil pédagogique, pour approbation, au Conseil de Gestion.

L'Ecole peut organiser des activités déconcentrées de formation continue à l'intention de magistrats ou des personnels judiciaires ou pénitentiaires d'une ou de plusieurs juridictions.

L'Ecole est en outre chargée de la mise en stage des magistrats et des personnels judiciaires, pénitentiaires et de l'éducation surveillée.

Art. 38. – L'animation des actions de formation continue est assurée soit par le personnel enseignant de l'Institut, soit par des personnes ressources étrangères à l'Institut.

Ces actions peuvent être également organisées sous la forme du partenariat.

Art. 39. – L'Ecole de la formation continue et des stages dispose d'une commission pédagogique dont les missions, la composition, l'organisation et le fonctionnement sont définis par le règlement intérieur de l'Institut.

TITRE IV

Régime financier et comptable

CHAPITRE I

Ressources et dépenses

Art. 40. – Les ressources et les dépenses de l'Institut sont prévues et évaluées dans le budget annuel de l'Etablissement, conformément aux règles régissant la comptabilité des Etablissements Publics nationaux.

Art. 41. – Les ressources proviennent notamment :

– Des subventions et dotations du budget de l'Etat ;

– Des subventions d'organismes publics ou privés ;

– Des dons et legs de toute nature que l'école peut recueillir dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur ;

– Des fonds provenant des aides extérieures ;

– Des produits des travaux et prestations de service ;

– Des droits d'examen et d'inscription ;

– Des produits de l'aliénation des biens meubles et immeubles dans les conditions fixées par les textes en vigueur.

Les dépenses de l'Institut sont constituées par :

– Les dépenses de fonctionnement ;

– Les dépenses d'investissement.

Art. 42. – Les fonds de l'Institut sont des deniers publics. Ils sont gérés conformément aux règles de la comptabilité publique.

CHAPITRE II

Agence comptable et contrôle budgétaire

Art. 43. – Un agent comptable ayant la qualité de comptable public est nommé auprès de l'Institut, par arrêté du ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Il effectue, sous sa responsabilité personnelle et pécuniaire, les opérations financières de l'Institut.

Art. 44. – Un contrôleur budgétaire est nommé par arrêté du ministre chargé de l'Economie et des Finances auprès de l'Institut.

Il exerce le contrôle sur l'exécution du budget de l'établissement, conformément aux dispositions des textes en vigueur.

Art. 45. – Les comptes et la gestion financière de l'Institut sont soumis au contrôle de la Cour des Comptes, dans les conditions définies par la législation en vigueur.

TITRE V

Dispositions diverses

Art. 46. – L'Institut dispose d'un règlement intérieur approuvé par arrêté du garde des Sceaux, ministre de la Justice.

Art. 47. – Les modalités d'accès, la durée des différentes formations à l'Institut, les conditions d'évaluation, d'admission et de délivrance des diplômes sont fixées par arrêté du ministre chargé de la Justice.

Toutefois en ce qui est du personnel judiciaire et pénitentiaire, ces dispositions sont prises par arrêté conjoint du ministre chargé de la Justice et du ministre chargé de la Fonction publique.

TITRE VI

Dispositions transitoires et finales

Art. 48. – Jusqu'à sa construction et à son ouverture effective, l'Institut fonctionne soit de façon autonome dans les locaux de l'Ecole nationale d'Administration, soit dans des locaux prévus à cet effet.

Art. 49. – Jusqu'à la nomination des Présidents des juridictions suprêmes et des procureurs généraux près ces juridictions, le Conseil de Gestion prévu à l'article 8 est ainsi composé :

- Le Président de la Chambre judiciaire de la Cour suprême ou son représentant, président ;
- Le Président de la Chambre administrative de la Cour suprême ou son représentant ;
- Le Président de la Chambre des Comptes de la Cour suprême ou son représentant ;
- Le Garde des Sceaux, ministre de la Justice ou son représentant ;
- Le Procureur général près la Cour suprême ou son représentant ;
- Le ministre de l'Economie et des Finances ou son représentant ;
- Le ministre de la Fonction publique ou son représentant ;
- Le directeur de l'U.F.R. des Sciences juridiques, administratives et politiques d'Abidjan ou son représentant ;
- Un administrateur des greffes et parquets désigné par le ministre chargé de la Justice ;
- Un régisseur de Maison d'Arrêt et de Correction désigné par le Ministre chargé de la Justice ;
- Un maître-conseiller d'éducation surveillée désigné par le ministre chargé de la Justice ;

Art. 50. – Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret, notamment les dispositions du décret n° 97-25 du 15 janvier 1997 ci-dessus visé, relatives à l'Ecole de la Magistrature.

Art. 51. – Le ministre d'Etat, garde des Sceaux, ministre de la Justice, le ministre d'Etat, ministre de l'Economie et des Finances et le ministre de la Fonction publique et de l'Emploi sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 3 février 2005.

Laurent GBAGBO.

DECRET n° 2006-258 du 9 août 2006 déterminant les modalités de désignation des membres de la Commission nationale des Droits de l'Homme de Côte d'Ivoire.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l'Homme ;

Vu la Constitution ;

Vu la décision n° 2005-08/PR du 15 juillet 2005 portant création de la Commission nationale des Droits de l'Homme en Côte d'Ivoire ;

Vu le décret n° 2005-800 du 28 décembre 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2006-03 du 25 janvier 2006 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2006-70 du 26 avril 2006 portant organisation du ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. – Le présent décret détermine, en application de l'article 6 de la décision n° 2005-08/PR. du 15 juillet 2005 portant création de la Commission nationale des Droits de l'Homme de Côte d'Ivoire, les modalités de désignation des membres de la CNDHCI.

Art. 2. – La Commission nationale des Droits de l'Homme en Côte d'Ivoire (CNDHCI) est composée de membres avec voix délibérative et de membres avec voix consultative.

Art. 3. – Sont membres de la CNDHCI avec voix délibérative :

- Quatre représentants de l'Assemblée nationale désignés par le bureau de l'Assemblée nationale ;
- Deux représentants du Conseil économique et social désignés par le bureau du Conseil économique et social ;
- Deux représentants du Médiateur de la République ;
- Deux représentants du Conseil supérieur de la Magistrature ;
- Deux représentants de l'Ordre des Avocats ;
- Un représentant par centrale syndicale ;
- Quatre personnalités reconnues pour leurs compétences dans le domaine des droits de l'homme, dont au moins une femme ;
- Trois personnalités du monde religieux ;
- Trois représentants du monde paysan, dont au moins une femme ;
- Un représentant de chacune des parties signataires de l'Accord de Linas Marcoussis.

Art. 4. – Les trois représentants du monde paysan sont désignés, après concertation, par les ministres en charge respectivement de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Environnement.

Les trois personnalités du monde religieux sont désignées par le ministre en charge des Cultes après consultation des dignitaires des principaux courants religieux.

Les quatre personnalités reconnues pour leur compétence dans le domaine des droits de l'Homme sont désignées par le ministre en charge des Droits de l'Homme.

Les autres associations ou organisations désignent en leur sein leurs représentants selon les modalités définies par les textes qui les régissent.